

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 33 (1996)
Heft: 1248

Artikel: Le vieux pays sous la loupe : entre le trax et le bénitier
Autor: Bory, Valérie
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1025330>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 25.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Entre le trax et le bénitier

Entre tradition et modernité, le «discours» politique valaisan balance. Analyse de quelques paramètres idéologiques autour de projets mobilisateurs ou de faits politiques marquants.

RÉFÉRENCE

Tribuns et Tribunes
Le discours politique en Valais, sous la direction de Suzanne Chappaz-Wirthner et Claudia Dubuis, *Cahiers d'ethnologie valaisanne*, no. 4. Ed. des Musées cantonaux du Valais, Slon, 1995.

(vb) Le Laboratoire valaisan de recherches en ethnologie régionale étudie le fait politique dans nos sociétés, dans le droit fil de l'anthropologie «rapatriée», selon le mot de Georges Balandier. Ce regard porté sur des terrains qui nous sont proches, selon des démarches appliquées aux sociétés autres, est diversement fécond, mais toujours interpellateur, si l'on en juge par cette livraison de textes.

Le Valais, qui est resté jusqu'à l'aube du 20^e siècle une société paysanne, a encore un pied dans la tradition et un autre dans la modernité, ce qui en fait un champ d'investigation particulièrement riche. L'analyse des trois campagnes valaisannes pour les J.O. montre bien ce balancement de l'archaïque au contemporain, lorsque le canton tente de dessiner son identité vis-à-vis de l'extérieur.

La tradition, elle, inspire parfois des projets réactionnaires. Lorsqu'un mouvement politique conservateur émerge en Valais, c'est au catholicisme intégriste qu'il se réfère et même à Le Pen, comme le montre l'article consacré au Mouvement conservateur et libéral valaisan, en 1985, qui sombra peu après, avec le décès de deux de ses fondateurs. Dans la mouvance de droite, le vieux pays s'est aussi longtemps distingué par un monopole de la presse écrite, avec le règne d'André Luisier sur le *Nouvelliste Valaisan*. Une étude sur ce quotidien rappelle comment les consignes de vote étaient répercutées il y a encore une dizaine d'années, dans ce journal faiseur d'opinion, par la reproduction en fac-similé des bulletins de vote, sur lesquels figuraient un oui ou un non, calligraphiés à la main pour le «bon» vote!

Hiérarchie sacrée

Le lien entre le politique et le religieux est parfois très étroit en Valais, comme ce fut le cas au sein de ce Mouvement conservateur et libéral valaisan, né dans le giron du parti démocrate-chrétien. Il se caractérisait par des emprunts idéologiques à l'extérieur (Ecône), ce qui lui fut sans doute fatal. La majorité des membres du Mouvement conservateur croyaient à un ordre «de droit naturel» régissant tous les aspects de la vie en société, ce qui légitime l'immuabilité des structures établies, de droit divin. «Le modèle de la nature est le modèle aristotélicien d'un monde fini et hiérarchisé qui justifie l'inégalité», expliquaient ses membres, par ailleurs admirateurs de Pinochet pour sa lutte contre le communisme, de Le Pen pour sa lutte contre l'immigration, dont les «vagues submerge-

ront notre civilisation» (extraits du discours de Le Pen à Sion, en 1984, entièrement repris dans *Le Nouvelliste* sur l'initiative d'André Luisier, se disant persuadé qu'on comprendra «pourquoi je suis d'accord avec un homme qui dit aujourd'hui ce que j'écris depuis 36 ans». Disparu en 1987, le Mouvement a été remplacé en novembre 1995 par le tout récent Mouvement chrétien conservateur valaisan, lui aussi proche d'Ecône, et dont André Luisier et René Berthod, de l'ancien Mouvement, sont parmi les fondateurs.

La nouvelle frontière des Valaisans

L'analyse des trois campagnes de candidature pour l'organisation des Jeux olympiques d'hiver, 1963, 1969, 1994, est l'occasion de se pencher sur les coalitions d'intérêt (et même les «affaires» – déconfiture Savro; procès d'une partie des membres du comité de candidature) autour des différents projets olympiques, mais surtout sur les images et les symboles mis en avant pour emporter le morceau, tant à l'intérieur du pays qu'à l'extérieur. Appuyant leur recherche de crédibilité sur une identité valaisanne puissant tantôt dans le passé tantôt dans les chantiers du présent, les promoteurs (au sens large) du dernier projet olympique exaltaient l'esprit pionnier. De la transformation de la plaine marécageuse du Rhône en verger, de la métamorphose de l'alpe de Mondzeu en grande station (Verbier), le tourisme apparaît comme la nouvelle frontière des Valaisans. Face à ces bâtisseurs, les opposants à la candidature valaisanne aux J.O. sont rejetés dans un passé, stérile cette fois, comme des ennemis du progrès.

Notables-bâtisseurs

La recherche du consensus autour de la campagne préolympique de 1963 a puisé dans la symbolique religieuse – le nouvel évêque de Sion étant bien heureusement intronisé pendant cette période. Lors de la campagne de 1969, si le passé est évoqué, c'est, dans ce cas, pour glorifier l'esprit créatif des Valaisans, «qui ont accroché les bisses à la montagne, ont construit les belles églises de pierre, ont planté la vigne sur les rochers».

La campagne de 1994, qui devait déboucher sur les jeux de 2002, attribués, on le sait, à Salt Lake City, cherchait à amadouer les écologistes avec le label «équilibre entre tradition et modernité». Mais l'esprit d'entreprise resurgit, omniprésent, révélateur d'une proximité d'intérêts des notables-bâ-



L'INVITÉ DE DP

Associations lucratives sans but ?¹

Pas un jour qui ne nous serve son lot de louanges des vertus de la privatisation des activités économiques et des services. Qu'en est-il du domaine relevant du social et de la santé?

JEAN-PIERRE FRAGNIÈRE

Professeur à l'EESP
(Ecole d'études sociales et pédagogiques, Lausanne).

IMPRESSION

Rédacteur responsable:
Jean-Daniel Delley (jd)
Rédactrice:
Valérie Bory (vb)
Ont également collaboré à ce numéro:
Gérard Escher (ge)
André Gavillet (ag)
Jacques Guyaz (jg)
Yvette Jaggi (yj)
Charles-F. Pochon (cfp)
Forum: Jean-Pierre Fragnière
Composition et maquette:
Valérie Bory, Jean-Luc Seylaz
Secrétariat:
Murielle Gay-Crosier Marciano
Administrateur-délégué:
Luc Thévenoz
Impression:
Imprimerie des Arts et Métiers SA, Renens
Abonnement annuel:
85 francs
Administration, rédaction:
Saint-Pierre 1
case postale 2612
1002 Lausanne
Téléphone:
021/312 69 10
Télécopie: 021/312 80 40
CCP: 10-15527-9

Le téléphone, le train, la buanderie, l'établissement médico-social et même la prison, pour ne citer que des exemples, sont promis à des cures de jouvence et d'efficacité grâce aux vertus de la concurrence et de la *responsabilité*.

Plus discrètement, le mouvement s'est développé dans les domaines du social et de la santé. Au cours des dernières années on a vu fleurir des associations et des fondations qui se proposent de fournir des prestations dans le vaste champ d'application de la sécurité sociale, au sens large du terme.

Souvent ces initiatives sont l'expression d'un modèle traditionnel en Suisse. Quand un nouveau problème est détecté, les milieux concernés se mobilisent et développent des projets. Ils rassemblent des forces privées, et des ressources ; ils construisent un premier réseau institutionnel. Peu à peu, les pouvoirs publics prennent le relais pour garantir la solidité du système et assurer l'accès de tous aux prestations. C'est un schéma de ce type qui a conduit (par exemple) à la mise en place des équipements pour les personnes handicapées. Très fréquemment, l'étiquette « privé » subsiste, mais l'essentiel des budgets est couvert par des fonds publics.

Contrôle déficient

Ce qui est apparemment nouveau, c'est la démarche inverse. Des tâches assumées depuis belle lurette par les pouvoirs publics sont « privatisées » ou confiées au secteur associatif. L'opération s'est accompagnée d'une intense revalorisation de la « vie associative » et de son moteur qui est ou devrait être le bénévolat. Voilà des perspectives fort réjouissantes qui font appel à la mobilisation de la générosité individuelle et des solidarités collectives. On a chanté le renforcement du lien social, la pro-

•••

tisseurs impliqués dans le développement touristique, comme le révèle cette citation: «Compatriotes valaisans, j'espère que nous serons dignes de nos prédecesseurs (...) qui avaient osé créer barrages et remontées mécaniques, points d'ancrage de notre économie» (un promoteur de Veysonnaz, dans la quête de signatures pour le comité de soutien).

Le récit fondateur, en Valais, apparaît bien la fois ancré dans la tradition (grandeur et dureté de la civilisation alpine) et dans la modernité (le syndrome de la pelle mécanique, selon la formule d'un des auteurs). ■

motion d'une nouvelle citoyenneté, la vertu des interventions de proximité sur un refrain de lutte contre les phénomènes bureaucratiques et les rigidités institutionnelles. Qui oserait mettre en doute ces valeurs et se montrer réticent devant un tel bouillonnement d'innovations sociales ? Presque personne, mais...

Il y a association et association. La contribution de ces milliers de petites « sociétés » au fonctionnement de la démocratie doit être appréciée à sa juste valeur et même encouragée, le cas échéant en soutenant le bénévolat par quelques coups de pouce au fonctionnement qui peuvent prendre la forme de subventions.

Que penser en revanche de ces vastes organisations qui gèrent de gros budgets à base de ressources publiques, un personnel qui se compte par centaines tout en se coiffant de la forme associative, les comités étant bien garnis d'élus et de notables fréquemment recrutés par cooptation ? C'est là que la dérive menace. On peut voir apparaître un étrange capitalisme associatif, plutôt sauvage et fort peu social, où les intérêts corporatistes ont chassé les bénévoles et les subventions publiques les dons, où une part croissante des prélèvements obligatoires échappe au contrôle des élus du peuple. Nombre d'associations en viennent à fonctionner selon un principe monarchique ou féodal qui place leurs dirigeants à l'abri de tout contrôle de leurs mandants. Dans trop de cas on peut se demander ce que sont devenus ces principes politiques fondateurs que sont la transparence, l'impartialité et la rigueur dans l'emploi des fonds publics.

Chasses gardées

Cette forme du « Moins d'état » peut conduire à la constitution de chasses gardées, de réseaux plus ou moins étanches, de bassins de clientélismes et dans le pire des cas à des malversations explicites. La Suisse serait-elle à l'abri de comportements du type de ceux qui ont agité l'ARC, en France ? Au delà de ces péripeties, la question qui se pose est beaucoup plus fondamentale. On devine que l'atomisation des sociétés, la délégitimation de l'intérêt général et le déclin du politique vont de pair. En délaissant les pouvoirs publics de tâches et de responsabilités qui touchent de très près la gestion de l'intérêt général, on risque de transformer la démocratie, fût-elle à haute dose de fédéralisme et de subsidiarité, en une coquille bien vide. ■

¹ Ce titre quelque peu provocateur est emprunté à Pierre P. Kaltenbach, éd. Denoël. Paris, 1995.